

(N° 36.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1925.

Projet de loi

sur l'intervention des associations sans but lucratif dans la répression
des infractions.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le conseil de législation, en même temps qu'il soumettait au ministre de la justice un projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance (cf. *Document parlementaire*, n° 37), suggérait comme complément à ce projet d'autoriser les associations sans but lucratif à intervenir dans l'action publique pour la poursuite des infractions se rattachant au but de leur institution.

Le Gouvernement a adopté cette suggestion et vous propose de vous rallier au texte élaboré par le comité permanent du conseil de législation. Le rapport ci-annexé, adressé par ce comité au ministre de la justice, constitue l'exposé des motifs du présent projet de loi.

Le Ministre de la Justice,

PAUL TSCHOFFEN.

(Nr 36.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1925.

Wetsontwerp

betreffende het optreden van de vereenigingen zonder winstgevend doel
bij de bestraffing van de misdrijven.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De Raad voor wetgeving, terwijl hij aan den Minister van Justitie een wetsontwerp voorlegde betreffende de moreele bescherming van de jeugd (zie *Kamerbescheiden*, n° 37), gaf tevens in overweging om, ter aanvulling van genoemd wetsontwerp, aan de vereenigingen zonder winstgevend doel de bevoegdheid te verleenen tusschenbeide te komen in de rechtsvordering tot vervolging van de strafbare feiten, die met het doel waarom zij werden gesticht verband houden.

De Regeering is daarop ingegaan en stelt u thans voor den tekst bij te treden, die door het bestendig comiteit van den Raad voor wetgeving werd opgemaakt.

Het hierbijgaand verslag, door bedoeld comiteit aan den Minister van Justitie gericht, geldt als memorie van toelichting van dit wetsontwerp.

De Minister van Justitie,

PAUL TSCHOFFEN.

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926

Projet de loi

sur l'intervention des associations sans but lucratif dans la répression
des infractions

ANNEXE A L'EXPOSÉ DES MOTIFS

RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DU CONSEIL DE LÉGISLATION AU MINISTRE DE LA JUSTICE

Au cours des discussions de la proposition qui vient d'être développée (1), le Comité permanent a abordé l'examen de la question de savoir s'il n'y a pas lieu, dans le but de faciliter l'œuvre confiée par la loi aux parquets, d'accorder, ainsi que M. le Procureur général Meyers le proposait, aux établissements d'utilité publique, créés en vertu de la loi du 27 juin 1921, le droit de « poursuivre devant les tribunaux de répression soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution » (voir *mercuriale* d'octobre 1924, de M. le Procureur général Meyers, page 26).

Dans cet ordre d'idées, le Comité permanent a étudié ce qui a été fait en France.

Dès le 18 mars 1896, à une séance de la Société générale des prisons, M. Paul Nourrisson présentait un rapport sur la poursuite des crimes et des délits par des associations. (*Revue pénitentiaire*, 1896, p. 510 et suiv.)

Développant les idées émises dans un livre qui n'a pas vieilli : *De la participation des particuliers à la poursuite des crimes et des délits* (Paris 1894) et qu'il devait compléter plus tard par une étude sur « l'Association contre le crime » (Paris 1901), M. Nourrisson, après avoir considéré l'état de la question en Angleterre et aux États-Unis et rappelé les résultats heureux que le droit de poursuite accordé dans ces pays aux associations avait produits, se demandait si, sans songer à diminuer l'autorité du ministère public, on ne pourrait pas arriver à reconnaître le droit de poursuite, le droit de citation directe, non pas à toute asso-

(1) Voir le projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance (*Documents parlementaires*, n° 57).

ciation, mais à certaines associations qui seraient reconnues d'utilité publique spécialement dans ce but, qui auraient dans leurs statuts une clause leur permettant d'exercer des poursuites. Ce rapport, à la discussion duquel prirent part des esprits très distingués, donna lieu à la conclusion suivante qui fut adoptée par acclamation :

« La Société générale des prisons, après avoir entendu l'exposé de M. Paul Nourrisson et la discussion qui a suivi, émet, sous réserve de l'examen des questions d'application pratique, un avis favorable à l'extension du droit de citation directe aux associations reconnues d'utilité publique, spécialement autorisées à cet effet, et pour les affaires répondant à l'objet même de leur institution. » (*Revue pénitentiaire*, 1896, p. 689.)

La question allait rapidement faire des progrès.

Portée devant le sénat français, en 1898, à l'occasion d'une discussion sur la répression des mauvais traitements commis contre les enfants, une proposition conférant aux associations protectrices de l'enfance le droit de citation directe, proposition formulée dans les termes d'un vœu émis par le comité des enfants traduits en justice, après avoir été adoptée à l'unanimité en première délibération, fut repoussée au second vote pour des considérations d'ordre purement politique.

Cet échec ne devait pas décourager les partisans de la proposition.

En 1904, l'Association pour la protection légale des travailleurs, reprenait l'étude du projet. (*Revue pénitentiaire*, 1904, p. 1185), et le premier congrès contre la pornographie, en 1905, en faisait un des points de son ordre du jour.

C'est ainsi qu'en 1909, M. Bérenger et quelques autres membres du sénat français déposent une proposition de loi portant attribution des droits de poursuite directe, devant les tribunaux de répression, aux associations d'intérêt général spécialement autorisées par la cour d'appel.

Cette proposition de loi, déposée le 27 mai 1909, sur le bureau de la haute assemblée, était ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — Les associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public, et spécialement autorisées à cet effet par la cour d'appel du ressort de leur siège social, statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu, auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, dans les termes des articles 63 et suivants et 182 du code d'instruction criminelle, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution.

Art. 2. — L'autorisation conférée par la cour d'appel peut être révoquée par elle, pour fautes graves, d'office ou sur réquisition du ministère public.

Cette proposition, dont l'exposé des motifs se trouve rapporté dans les *Documents parlementaires* (Sénat, 1909, p. 224 et suiv.), n'est l'objet, dans le rapport déposé à son sujet par M. Charles Riou, au nom de la commission d'initiative parlementaire chargée de son examen, que d'une seule critique :

« Peut-être même pourrait-on s'étonner, alors qu'en vertu des lois du 24 mars 1908 et du 5 août 1908, les syndicats jouissent d'une bien autre liberté que celle qui résulterait du vote de la proposition soumise à votre commission d'initiative, que ses auteurs aient cru devoir stipuler que les associations qui viendraient à se constituer, seraient obligées de recourir à l'autorisation préalable de la cour d'appel de leur ressort, avant d'être admises à poursuivre les crimes,

délits ou contraventions qu'elles auraient pour objet et pour but de réprimer. » (*Documents parlementaires*, sénat, 1909, p. 225.)

Le projet fut pris en considération par le sénat, le 22 juin 1909, sans être l'objet de discussions au sein de la haute assemblée, qui renvoya la proposition aux bureaux.

Au congrès de droit pénal de Rennes, en 1910, M. le professeur Olivier Martin fait rapport sur la question sans qu'aucune suite législative soit donnée au projet.

Cependant, continuant le développement d'une législation qui avait vu le jour à la fin du siècle dernier, et à laquelle on devait une loi du 50 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine, qui donnait le droit de poursuivre devant la juridiction correctionnelle le délit d'exercice illégal de la médecine, et celui de se porter partie civile, dans les instances engagées par le ministère public, aux associations de médecins légalement constituées et aux syndicats spéciaux dont la formation est encouragée par la même loi; les lois du 11 juillet 1905 sur la répression de la fraude des vins et le régime des spiritueux, du 29 juin 1907 sur le mouillage des vins et l'abus du suerage, et du 5 août 1908 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et celle des falsifications des denrées alimentaires et produits agricoles, attribuent le droit de poursuite à tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture, du commerce ou trafic non seulement des vins alcools et spiritueux, mais des denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux et marchandises quelconques.

C'était affranchir les syndicats, investis de ces droits, de la thèse que la cour de cassation de France avait exprimée dans ses arrêts des 20 décembre 1907 et 2 mai 1908 sur le droit des syndicats, limitant leur intervention au cas d'un préjudice direct.

En 1915, une loi du 11 juillet allait encore plus loin en autorisant le syndicat à intervenir pour assurer le respect des lois sur le travail des ouvriers à domicile, sans qu'il ait à justifier d'aucun préjudice. Le syndicat agira en se prévalant du trouble général et social causé par l'inobservation des lois ouvrières.

Le 12 mars 1920, une loi permet aux syndicats professionnels d'exercer devant toutes les juridictions tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice, même indirect, à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent.

De même, les associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme et reconnues d'utilité publique se sont vu octroyer les mêmes droits par l'article 44 de la loi du 9 novembre 1915.

Le nombre toujours croissant des lois spéciales consacrant les droits de certaines associations de poursuivre devant les tribunaux de répression les crimes, délits et contraventions commis en violation de certaines lois particulières devait encourager les défenseurs du droit de citation directe à reprendre leur proposition. En 1922, M. Justin Godart dépose, le 28 mars, à la Chambre des députés, une proposition de loi « tendant à donner aux associations à but désintéressé et reconnues d'utilité publique le droit de citation directe ou d'intervention comme parties civiles devant les tribunaux de répression ». *Doc. parl. Ch. 1922*, p. 469).

Il se composait d'un seul article ainsi conçu :

« ARTICLE UNIQUE. — Les associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public et reconnues d'utilité publique auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en

se portant partie civile, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution. »

Ce fut pour des questions de principe que cette proposition ne fut pas adoptée, dit M. Godart (Exposé des motifs de la proposition de loi déposée par lui le 5 juin 1924), alors qu'elle répondait aux vœux qui, dès longtemps, ont proclamé la nécessité d'accorder aux associations, sous certaines conditions, le droit de poursuivre.

La question fit encore l'objet de nombreuses délibérations, notamment en avril 1923, devant la Société des prisons où, après un rapport de M. Henry, professeur à la Faculté de droit de Nancy, le principe de la concession aux associations du droit de poursuivre, sous certaines conditions, fut à nouveau adopté.

Le 5 juin 1924, M. Justin Godart déposait sur le bureau de la Chambre une proposition nouvelle, ainsi libellée :

« Art. 1^{er}. — Le droit de saisir les tribunaux de simple police et les tribunaux correctionnels par voie de citation directe et de se porter partie civile devant les tribunaux répressifs, conformément aux prescriptions des articles 63 et suivants, et 182 du code d'instruction criminelle, est concédé aux associations reconnues d'utilité publique et spécialement autorisées à cet effet, pour les infractions se rattachant à l'objet de leur institution. »

» Art. 2. — Ces associations devront être spécialement autorisées par les cours d'appel dans les ressorts desquels elles fonctionnent. Au commencement de chaque année, dans le mois qui suivra leur rentrée, les cours d'appel, en chambre du conseil, le procureur général entendu, désigneront, sur la proposition des tribunaux de première instance, dans le ressort desquels elles fonctionnent, et qui en auront délibéré en chambre du conseil, le ministère public entendu, les associations auxquelles est réservé le droit de poursuivre tel qu'il est défini à l'article 1^{er}.

» En cas d'abus, l'autorisation accordée pourra à tout moment être révoquée par la cour d'appel qui l'a conférée, dans les formes où elle a été concédée.

» Art. 3. — Les associations ci-dessus qualifiées, hors le cas où elles justifieront d'un préjudice particulier causé par l'infraction, ne pourront prétendre à l'octroi de dommages-intérêts, mais elles pourront obtenir par voie d'astreinte l'exécution des condamnations, prohibitions ou injonctions ordonnées par la juridiction répressive. »

La discussion de cette proposition ne fut pas davantage abordée que celle des différentes propositions déposées antérieurement. Mais « le but élevé des dispositions proposées et les heureux résultats que l'on pourrait attendre de leur adoption » justifiaient la reprise par le Gouvernement, sous forme de projet de loi, du texte préparé par M. Justin Godart, en 1924.

Le 10 mars 1923, M. René Renoult, garde des sceaux, déposait au nom du gouvernement sur le bureau de la Chambre, un projet de loi ayant pour but de modifier l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901, en vue de donner aux associations reconnues d'utilité publique et spécialement autorisées à cet effet, le droit de citation directe ou d'intervention comme parties civiles devant les tribunaux de répression.

Ce projet est conçu dans les termes suivants :

« Article unique. — L'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est complété ainsi qu'il suit :

» Lorsqu'elles ont été spécialement autorisées à cet effet, elles peuvent exercer,

pour la poursuite des infractions se rattachant à l'objet de leur institution, les droits reconnus à la partie civile par les articles 63, 64, 66, 67, 68 et 182 du code d'instruction criminelle, sans toutefois prétendre à l'octroi de dommages-intérêts autres que les astreintes qui pourraient être prononcées pour assurer l'exécution des condamnations et sauf le cas où elles justifieraient d'un préjudice particulier à elles causé par l'infraction.

» La liste des associations reconnues d'utilité publique auxquelles est réservé le droit de poursuivre, défini à l'article précédent, est établie en chambre du conseil, le ministère public entendu, par les cours d'appel, dans les ressorts desquelles elles fonctionnent, au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suivra leur rentrée, sur la proposition, établie en les mêmes formes, des tribunaux de première instance.

» En cas d'abus, l'autorisation accordée pourra être, à tout moment, révoquée par la même cour d'appel, dans les formes où elle a été concédée. »

. . .

Tous ces projets de la législation française ont pour objet de concéder aux associations le droit de citation directe.

Il a paru au Comité permanent que c'était là une innovation pleine de dangers et qu'il n'était pas possible de conférer le droit de citer directement à des associations, hors les cas et les conditions où il est permis à un particulier d'user du même droit.

Il faut redouter, en pareille matière, des abus nombreux. Le chantage que certaines associations pourraient exercer impunément, à la faveur de semblable disposition leur accordant le droit de citation directe, semble constituer un danger contre lequel il y a lieu de se prémunir.

Nombre de procès ne manqueraient pas d'être intentés par des associations à l'abri de cette irresponsabilité. Un pareil droit n'exposerait-il pas aussi les citoyens au péril de poursuites inconsidérées, excessives, passionnées ? On chercherait d'ailleurs en vain les raisons qui justifieraient l'atteinte ainsi portée au pouvoir des parquets. Ceux-ci ont toujours accompli avec la plus grande conscience la tâche qui leur est dévolue par la loi et on n'a jamais eu à constater la moindre défaillance dans l'accomplissement de la haute mission leur confiée de poursuivre la répression des infractions.

L'instauration d'un pareil système est, au reste, en contradiction et en opposition avec notre régime répressif.

L'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1878, contenant le titre préliminaire du code de procédure pénale, dispose que « l'action pour l'application des peines ne peut être exercée que par les fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ».

Cette disposition, qui n'est que la reproduction du premier alinéa de l'ancien article 1^{er} du code d'instruction criminelle de 1808, consacre le principe que l'action publique n'appartient qu'au ministère public.

La conséquence immédiate en est que c'est à lui seul également qu'il appartient de mettre l'action publique en mouvement.

Sans doute, l'article 3 de la loi précitée dispose que « l'action pour la réparation du dommage causé par une infraction appartient à ceux qui ont souffert de ce dommage ». Sans doute aussi l'article 63 du code d'instruction criminelle permet à toute personne qui se croira lésée par un crime ou délit d'en rendre plainte et de se constituer partie civile devant le juge d'instruction.

Sans doute, enfin, ces textes consacrent le droit pour la partie lésée de mettre en mouvement l'action publique, mais à la condition de se constituer partie civile et à la condition aussi de poursuivre, non pas la réparation du trouble apporté à l'ordre social, mais la réparation d'un préjudice personnel et direct (art. 63 et suiv., art. 182 et suiv., 195 du code d'instruction criminelle).

La jurisprudence a bien apporté quelque atténuation à la rigueur du principe (arrêts de la cour de Gand, en cause du Saint-Hubert Club, des 6 mars 1912, *Pas.* 1912, 2, 104 et 23 février 1921, *Belg. Jud.* 1922, col. 403 ; cassation, 12 avril 1921, *Pas.*, 1921, 1, 319) ; elle reconnaît aux unions professionnelles de chasseurs constituées suivant les formes prescrites par la loi du 31 mars 1898 le droit d'agir en justice en se portant partie civile contre ceux qui vendent du gibier en temps clos ; mais elle se retranche derrière l'affirmation de fait, par conséquent souveraine, de l'intérêt réel, né et actuel de la partie civile.

La cour de cassation de France n'a pas encore reconnu semblable prétention.

Aux associations professionnelles de chasseurs, qui poursuivaient la répression des infractions aux lois sur la chasse, les juridictions françaises ont toujours répondu : « Prouvez-moi que tel perdreau qui a été tué par tel braconnier que vous poursuivez appartient à l'association, et alors j'accueillerai votre action ». La cour suprême assurait ainsi le respect du système répressif qui nous régit.

Il y a, cependant, quelque chose à faire.

Il faut reconnaître que les associations fondées dans un but précis sont bien armées pour découvrir les infractions spéciales. Elles ont une compétence toute particulière, non seulement pour la recherche de ces infractions, mais aussi pour les explications, souvent difficiles, parce que d'ordre technique, qu'il est nécessaire de fournir devant les juridictions de jugement.

On comprend donc que ces associations puissent être d'une aide efficace au parquet, sans toutefois se substituer à lui, ce qui implique qu'il ne peut s'agir de leur donner le droit de citation directe devant une juridiction de jugement.

Dès lors, la solution qui s'impose semble être la suivante :

Donner aux associations le droit d'intervenir, lorsque l'action publique est intentée.

Leur défendre de citer directement, en leur donnant cependant le droit de mettre l'action publique en mouvement, mais devant les juridictions d'instruction seulement. En effet, leur droit ainsi limité, les dangers que nous signalions plus haut se trouvent très sérieusement réduits. Si la plainte n'apparaît pas fondée, la chambre du conseil rendra une ordonnance de non-lieu et ainsi la publicité qui résulterait d'un procès sera évitée. Le dommage subi par la personne poursuivie à tort ne sera pas considérable. Le mal est ainsi largement atténué.

Cependant, pour éviter des abus qui pourraient naître, pour servir de contre-poids aux inconvénients que présente le droit d'intervenir ou de mettre l'action publique en mouvement devant les juridictions d'instruction, il a semblé nécessaire au Comité permanent de soumettre l'exercice de ce droit à certaines conditions :

1° L'obligation de faire au greffe la consignation, que le tarif criminel de 1920 impose à toute partie civile, d'une somme nécessaire pour couvrir les frais de procédure serait également imposée aux associations ;

2° La possibilité d'être condamnée, conformément au droit commun, à des dommages-intérêts pour avoir intenté une action téméraire et vexatoire, éventualité qu'encontre toute partie civile, existerait aussi pour les associations usant à tort du droit que le Comité permanent propose de leur concéder.

Ces sanctions pécuniaires de l'exercice abusif du droit d'intervenir ou de mettre l'action publique en mouvement semblent suffisantes pour éviter, dans la pratique, les abus que nous avons signalés.

*
v. s.

Le Comité permanent soumet donc à M. le Ministre de la Justice le projet de loi suivant :

« Article unique. — Les associations sans but lucratif peuvent, pour la poursuite des infractions se rattachant à l'objet de leur institution, sans avoir à justifier d'un préjudice direct et personnel à un ou plusieurs de leurs membres, intervenir dans l'action publique.

» Elles peuvent aussi porter plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction soit du lieu du délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

» Elles ont les droits et elles sont soumises aux obligations de toute partie civile.

» Cette disposition est ajoutée à la loi du 27 juin 1921, titre premier, dont elle devient l'article 26bis. »

Le Comité permanent croit devoir ajouter au texte qu'il propose les quelques commentaires suivants :

1° Il ne faut pas, pour que l'association ou la fondation puisse intervenir ou porter plainte, qu'elle justifie d'un dommage personnel et direct à un ou plusieurs de ses membres. Il suffit que l'infraction à poursuivre se rattache à l'objet de son institution.

2° Les associations ne sont pas obligées de postuler l'allocation de dommages et intérêts, et leur intervention ne peut pas être déclarée non recevable si elles se bornent à assister le ministère public sans réclamer de condamnation pécuniaire contre le délinquant.

3° L'intervention se fait par une procédure très simple; si elle se produit devant la juridiction d'instruction, il suffit que, par l'organe de ses représentants légaux, l'association fasse connaître au juge d'instruction sa volonté d'intervenir; à partir de ce moment, tous les avis et significations devant être adressés à une partie civile devront leur être envoyés; si l'intervention se fait à l'audience, il suffit que l'association compareaisse, toujours par ses représentants légaux, devant le tribunal qui lui donne acte de son intervention.

4° Le droit de citation directe est refusé aux associations. Seul un droit de plainte leur est reconnu et c'est à la chambre du conseil qu'il appartiendra de se prononcer définitivement sur l'opportunité du renvoi de l'inculpé devant la juridiction de jugement.

Lorsque l'association mettra l'action publique en mouvement devant la juridiction d'instruction, par le dépôt d'une plainte, elle devra consigner, conformément à l'article 108 du tarif criminel, la somme déterminée par le juge, pour assurer le recouvrement des frais.

Bruxelles, le 17 novembre 1923.

Le Comité permanent du Conseil de législation :

Dejongh, président; — De Haene, Dupriez, Marcq, Morelle, Resteau, Servais, membres; — Meyers, Dullaert, membres adjoints.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZETTIJD 1925-1926.

Wetsontwerp

betreffende het optreden van de vereenigingen zonder winstgevend doel
bij de bestraffing van de misdrijven.

BIJLAGE BIJ DE MEMORIE VAN TOELICHTING

VERSLAG VAN HET BESTENDIG COMITEE VAN DEN RAAD VOOR WETGEVING AAN DEN MINISTER VAN JUSTITIE.

Tijdens de besprekingen van het voorstel dat onlangs behandeld werd (1) heeft het Bestendig Comité het onderzoek aangevangen van de vraag te weten of er geen termen zijn om, ten einde de taak van de parketten te vergemakkelijken, aan de instellingen van openbaar nut, opgericht op grond van de wet van 29 Juni 1921, zooals de heer Meyers, Procureur Generaal, het voorstelde, het recht toe te kennen om voor den strafrechter hetzij bij rechtstreekse dagvaarding, hetzij door zich burgerlijke partij te stellen, de misdaden, misdrijven of overtredingen te vervolgen die met het doel waarom zij werden gesticht verband houden. (Zie Openingsrede van den heer Meyers, Procureur Generaal, in October 1924, bladz. 26).

In die orde van gedachten heeft het Bestendig Comité onderzocht wat er in Frankrijk werd gedaan.

Reeds op 18 Maart 1896 diende de heer Paul Nourisson op een vergadering van de « Société générale des Prisons » een verslag in over de vervolging van de misdaden en wanbedrijven door vereenigingen. (*Revue pénitentiaire* 1896, blz. 510 en volg.). Uitweidende over de gedachten, uitgedrukt in een boek dat nog geenszins verouderd is : « *De la participation des particuliers à la poursuite des crimes et des délits* » (Parijs 1894), en dat naderhand zou worden aangevuld door een studie over « *l'Association contre le Crime* » (Parijs 1901), stelde de heer Nourisson, na den stand van bedoeld vraagstuk in Engeland en in de Vereenigde Staten in oogenschouw te hebben genomen en herinnerd aan de gunstige gevolgen in die landen verkregen door het aan bedoelde vereenigingen verleende recht

(1) Zie het wetsontwerp betreffende de moreele bescherming der jeugd (*Parlementaire bescheiden*, n° 57).

tot vervolging, stelde de heer Nourrisson dus de vraag of het niet mogelijk ware er toe te komen, zonder er aan te denken het gezag van het Openbaar Ministerie te verminderen, het recht tot vervolging, het recht tot rechtstreeksche dagvaarding te verleen, niet aan om het even welke vereeniging, maar aan sommige vereenigingen, welke om die reden zouden erkend zijn als zijnde van openbaar nut en wier statuten een bepaling zouden bevatten die hun zou toelaten vervolgingen in te stellen. Dat verslag dat aanleiding gaf tot een bespreking, waaraan zeer vooraanstaande geleerden deel namen, leidde tot de volgende conclusie, die met geestdrift werd aangenomen :

« De « Société générale des Prisons », na de uiteenzetting gehoord te hebben van den heer Paul Nourrisson en de bespreking die daarop volgde, brengt, onder voorbehoud van een nader onderzoek van de vraagstukken van praktische toepassing, een gunstig advies uit wat betreft de uitbreiding van het recht van rechtstreeksche dagvaarding tot de vereenigingen erkend als zijnde van openbaar nut, die in dezen bijzonder gemachtigd werden, en voor de zaken die verband houden met het bijzonder doel waarom zij werden gesticht. » (*Revue pénitentiaire*, 1896, blz. 689.)

Het vraagstuk zou nu snellen vooruitgang maken.

In 1898 werd voor den Franschen Senaat, ter gelegenheid van een bespreking over de bestraffing der slechte behandelingen gepleegd op kinderen, een voorstel ingediend, waarbij aan de vereenigingen tot kinderbescherming het recht tot rechtstreeksche dagvaarding toegekend werd, voorstel dat opgemaakt werd in den vorm van een wensch uitgedrukt door het Comité voor in rechten gedaagde kinderen; na met algemeene stemmen in eerste lezing aangenomen geweest te zijn, werd het bij de tweede stemming verworpen om redenen van uitsluitend politieke aard.

Die mislukking zou de voorstanders van het voorstel niet ontmoedigen.

In 1904 hervatte de Vereeniging voor de wettelijke bescherming der arbeiders de studie van het ontwerp (*Revue pénitentiaire*, 1904, blz. 1183) en het eerste Congres tegen de pornographie, in 1905, bracht dit punt op zijne agenda.

In 1909 dienden de heer Berenger en enkele andere leden van den Franschen Senaat dan ook een wetsvoorstel in, waarbij aan de vereenigingen van algemeen belang, door het Hof van Beroep daartoe bijzonder gemachtigd, het recht verleend werd om rechtstreeks vervolgingen in te spannen vóór de strafrechtbanken.

Bedoeld wetsvoorstel, op 27 Mei 1909 in die Hooge Vergadering ter tafel gebracht, was aldus opgesteld :

Arr. 1. — De vereenigingen, wettelijk ingericht in het algemeen of openbaar belang, en bijzonder te dezen gemachtigd door het Hof van Beroep van het gebied waar hun maatschappelijke zetel gevestigd is beschikkende in raadkamer, na het openbaar ministerie te hebben gehoord, hebben het recht om voor de strafrechtbanken, hetzij bij rechtstreeksche dagvaarding, hetzij door zich burgerlijke partij te stellen, luidens de bewoordingen van artt. 63 en volgende en 182 van het Wetboek van strafvordering, de misdaden, misdrijven of overtredingen te vervolgen die verband houden met het doel waarom zij werden gesticht.

Arr. 2. — De door het Hof van Beroep verleende machtiging kan, wegens merkelijke tekortkomingen, ingetrokken worden, hetzij van ambtswege, hetzij op vordering van het openbaar ministerie.

Tegen dit voorstel, waarvan de memorie van toelichting opgenomen werd in de *Documents parlementaires* (Senaat, 1909, blz. 224 en volgende), wordt in het verslag, daaromtrent neergelegd door den heer Charles Riou, uit naam van de

Commissie voor parlementair initiatief die met het nauwkeurig onderzoek ervan belast werd, slechts één bezwaar uitgebracht :

« Men zou er zelfs kunnen over verwonderd zijn dat, terwijl krachtens de wetten van 21 Maart 1908 en 5 Augustus 1908 de syndikaten over een veel ruimer vrijheid beschikken dan die welke uit de stemming van het aan uwe Commissie voor parlementair initiatief voorgelegde voorstel zou voortvloeien, de opstellers van bedoeld voorstel gemeend hebben te moeten bepalen dat de vereenigingen die zouden opgericht worden, verplicht zouden zijn een beroep te doen op de voorafgaande machtiging van het Hof van Beroep van hun gebied, vooraleer de misdaden, de misdrijven of de overtredingen te kunnen vervolgen, welker bestraffing zij beoogden en waarom zij werden opgericht. (*Documents parlementaires*, Sénat, 1909, blz. 235.)

Het ontwerp werd op 22 Juni 1909 zonder bespreking in overweging genomen in den Senaat, die het voorstel naar de bureelen verzond.

Op het Congres voor Strafrecht te Rennes, in 1910, brengt Professor Olivier Martin verslag uit over het vraagstuk zonder dat aan het ontwerp op wetgevend gebied eenig gevolg gegeven wordt.

Nochtans, als verdere uitbreiding van een op het einde der verleden eeuw ontstane wetgeving waaraan een wet van 30 November 1892 op de onwettelijke uitoefening der geneeskunde te danken was, waarbij het recht tot vervolging voor de correctionele rechtbanken van het misdrijf van onwettelijke uitoefening der geneeskunde en het recht om zich burgerlijke partij te stellen in de gedingen door het Openbaar Ministerie ingesteld toegekend werd, aan de wettelijk opgerichte vereenigingen van geneesheeren en aan de bijzondere syndikaten tot welker oprichting door bedoelde wet aangezet werd, wordt bij de wet van 11 Juli 1905 op de bestraffing van de vervalsching der wijnen en op het regiem der geestrijke dranken, bij die van 29 Juni 1907 op het aanlengen der wijnen en het suikeringsmisbruik, bij die van 5 Augustus 1908 op de bestraffing van de vervalschingen bij den verkoop der waren en de vervalschingen der eetwaren en landbouwprodukten, het recht van vervolging verleend aan al de syndikaten opgericht overeenkomstig de wet van 21 Maart 1884 ter verdediging van de algemeene belangen van den landbouw, den wijnbouw en den handel niet alleen van wijn, alcohol en geestrijke dranken, maar van eetwaren, landbouwproducten, meststoffen, geneesmiddelen en koopwaren van allen aard.

Zoodoende werden de syndikaten, die bedoelde rechten genoten, vrij gemaakt van de thesis, uitgedrukt door het Fransche Hof van Verbreking in zijn arresten van 20 December 1907 en 2 Mei 1908 op het recht der syndikaten en waarbij hun optreden beperkt werd tot het geval van rechtstreeksche benadeeling.

In 1915 ging een wet van 11 Juli nog verder, waar aan het syndikaat machtiging verleend werd om tusschenbeide te komen ten einde het naleven van de wetten op de huisarbeid te verzekeren, zonder daarom van eenige benadeeling te moeten doen blijken. Het syndikaat zal optreden door zich te beroepen op de algemeene en maatschappelijke stoornis veroorzaakt door het niet-naleven van de arbeiderswetten.

Op 12 Maart 1920 verleent een wet aan de vaksyndikaten de bevoegdheid om voor om het even welke rechtbank, elk recht uit te oefenen dat aan de burgerlijke partij voorbehouden is en dat betrekking heeft op feiten die eenig nadeel berokkenen, zelfs op onrechtstreeksche wijze, aan de gemeenschappelijke belangen van het beroep dat zij vertegenwoordigen.

Zoo kregen eveneens bij artikel 44 van de wet van 9 November 1915 de vereenigingen, opgericht ter bestrijding van het alcoholisme en erkend als zijnde van openbaar nut, dezelfde rechten.

Het steeds aangroeiend aantal bijzondere wetten waarbij de rechten gehuldigd worden van sommige vereenigingen om voor de strafrechtbanken de misdaden, wanbedrijven en overtredingen te vervolgen, bedreven tegen sommige bijzondere wetten, moest de verdedigers van het recht tot rechtstreeksche dagvaarding aanzetten om hun voorstel opnieuw ter hand te nemen. Op 28 Maart 1922 dient de heer Justin Godart bij de Fransche Kamer een wetsvoorstel in « waarbij er naar gestreefd wordt aan de vereenigingen met belangloos doel en erkend als zijnde van openbaar nut het recht te verleenen tot rechtstreeksche dagvaarding of tot optreden als burgerlijke partij voor de strafrechtbanken ». (*Documents parlementaires*, Kamer, 1922, blz. 469).

Het voorstel bestond uit een enkel artikel dat luidde :

« **ÉXIE ARTIKEL.** — De wettelijk opgerichte vereenigingen strekkende tot algemeen of openbaar belang en erkend als zijnde van openbaar nut hebben het recht voor de strafrechtbanken, hetzij bijwijze van rechtstreeksche dagvaarding, hetzij door zich burgerlijke partij te stellen, de misdaden, wanbedrijven of overtredingen te vervolgen, die verband houden met het doel waarom zij werden gesticht ».

Om redenen van principieelen aard werd dit voorstel niet aangenomen, zegt de heer Godart (Memorie van Toelichting van het Wetsvoorstel dat op 6 Juni 1924 door hem ingediend werd) terwijl het beantwoordde aan de wenschen, waarbij sedert lang te kennen werd gegeven dat aan bedoelde vereenigingen, onder bepaalde voorwaarden, het recht van vervolging moest worden verleend.

Verschillende besprekingen werden nog rond die zaak gevoerd, onder meer in April 1923, voor de *Société des Prisons*, waar, na een verslag van den heer Henry, professor aan de rechtsfaculteit te Nancy, het principieel van het verleenen van het recht van vervolging aan de vereenigingen, onder bepaalde voorwaarden, opnieuw aangenomen werd.

Op 5 Juni 1924 legde de heer Justin Godart in de Kamer een nieuw voorstel ter tafel dat luidde als volgt :

« **ARTIKEL ÉX.** — Voor de misdrijven die verband houden met het doel waarom zij opgericht werden wordt aan de vereenigingen, erkend als zijnde van openbaar nut en bijzonder daartoe gemachtigd, het recht verleend om bedoelde feiten bij de rechtbanken van politie en de correctioneele rechtbanken bijwijze van rechtstreeksche dagvaarding aanhangig te maken en zich, overeenkomstig de voorschriften van art. 63 en volgende en artikel 182 van het Wetboek van Strafvordering, burgerlijke partij te stellen voor de strafrechtbanken.

» **ART. 2.** — Die vereenigingen moeten bijzonder gemachtigd worden door de Hoven van Beroep in welker gebied zij optreden. Bij den aanvang van ieder jaar, binnen de maand na de opening, wijzen de Hoven van Beroep, in raadkamer vergaderd, den Procureur des Konings gehoord, op voorstel van de rechtbanken van eersten aanleg in welker gebied zij optreden, en die er in raadkamer over beraadslaagd hebben, het openbaar ministerie gehoord, de vereenigingen aan, aan wie het recht tot vervolging toegekend wordt, zooals het bij artikel 1 is omschreven.

» In geval van misbruik, kan de verleende machtiging op ieder oogenblik door het Hof van Beroep dat haar verleende, en in de vormen waarin zij werd verleend, ingetrokken worden.

» Art. 3. — De hierboven vermelde vereenigingen, behoudens het geval waarin zij van een bijzondere schade veroorzaakt door het strafbaar feit kunnen doen blijken, kunnen geen aanspraak maken op schadevergoeding, maar zij kunnen door dwangmiddelen de ten uitvoerlegging bekomen der veroordeelingen, verbodsbepalingen of aanmaningen door de strafrechtbanken uitgesproken ».

De bespreking van dit voorstel bleef achterwege evenals deze van de vroeger ingediende voorstellen. Maar « het verheven doel der voorgestelde bepalingen en de gelukkige uitslagen die men kon verwachten van hunne aanneming » wettigden volkomen het overnemen door de Regeering, als wetsontwerp, van den in 1924 door den heer Justin Godart voorbereiden tekst.

Op 10 Maart 1925, bracht de heer René Renoult, minister van Justitie, uit naam van de Regeering in de Kamer een wetsontwerp ter tafel dat ten doel had artikel II van de wet van 1 Juli 1901 te wijzigen, ten einde aan de vereenigingen erkend als zijnde van openbaar nut en bijzonder te dezen gemachtigd, het recht te verleen tot rechtstreeksche dagvaarding of tot het zich stellen als burgerlijke partij voor de strafrechtbanken. Dat ontwerp luidde als volgt :

EENIG ARTIKEL. — Artikel II van de wet van 1 Juli 1901 is aangevuld als volgt :

« Wanneer zij daartoe bijzonder gemachtigd werden kunnen zij ter vervolging van strafbare feiten die verband houden met het doel waarom zij gesticht werden de rechten uitoefenen die bij artt. 63, 64, 66, 67, 68 en 182 van het Wetboek van Strafvordering toegekend werden aan de burgerlijke partij, zonder nochtans aanspraak te mogen maken op ander schadevergoedingen dan de dwangmiddelen, die zouden kunnen gelast worden om de ten uitvoerlegging van de veroordeelingen te verzekeren en behoudens het geval waarin zij van een bijzondere schade hun door het strafbaar feit veroorzaakt zouden doen blijken.

» De lijst der vereenigingen erkend als zijnde van openbaar nut waaraan het recht tot vervolging voorbehouden wordt, zooals het in het voorgaand artikel bepaald is, wordt opgemaakt ter raadkamer, het Openbaar Ministerie gehoord, door de Hoven van Beroep in welker gebied bedoelde vereenigingen optreden, bij den aanvang van elk gerechtelijk jaar en binnen de maand na hun verlof op een in dezelfde vormen gedane voorstel van de rechtbanken van eersten Aanleg.

» In geval van misbruik kan de verleende machtiging op ieder oogenblik door hetzelfde Hof van Beroep, in de vormen waarin zij verleend werd, ingetrokken worden ».

. . .

Al die ontwerpen van de Fransche wetgeving hebben ten doel aan de vereenigingen het recht tot rechtstreeksche dagvaarding toe te kennen.

Het kwam aan het bestendig Comitéit voor dat zulks een gevaarvolle nieuwigheid was en dat het niet mogelijk was aan vereenigingen het recht te verleen om rechtstreeks te dagvaarden, behoudens de gevallen en de voorwaarden waarin het aan een privaat persoon toegelaten is hetzelfde recht uit te oefenen.

In dergelijke zaken zijn er talrijke misbruiken te vreezen. De afdreiging, die door sommige vereenigingen straffeloos zou kunnen gepleegd worden, gebruik makend van dergelijke bepaling waarbij hun het recht tot rechtstreeksche dag-

vaarding toegekend wordt, schijnt een wezenlijk gevaar te zijn dat dient vermeden.

Door de vereenigingen, beveiligd door die onverantwoordelijkheid, zouden ongetwijfeld talrijke gedingen ingesteld worden. Zou een dergelijk recht niet tevens de burgers bloot stellen aan het gevaar van onbezonnen, overdreven, door de drift ingegeven vervolgingen? Te vergeefs zoekt men trouwens naar de redenen die een dergelijke inbreuk op het gezag der parketten zouden wettigen.

Steeds hebben deze met het grootste plichtbewustzijn de taak vervuld, die hun bij de wet toebedeeld werd, en nooit is de minste tekortkoming vastgesteld geworden in het vervullen der hun toevertrouwde hooge opdracht zijnde de vervolging van de gepleegde inbreuken.

De invoering van een dergelijk stelsel is, ten andere, in strijd en in tegenstelling met ons strafstelsel.

Bij artikel 1 van de wet van 17 April 1878, bevattende den voorafgaanden titel van het Wetboek van Strafvordering, wordt bepaald dat : « de vordering tot toepassing der straffen slechts kan uitgeoefend worden door de ambtenaren aan wie zij bij de wet is toevertrouwd ».

Die bepaling is niets anders dan de overname van het eerste lid van het vroeger artikel 1 van het Wetboek van Strafvordering van 1808 ; zij bevestigt het beginsel dat alleen het Openbaar Ministerie bevoegd is om de rechtsvordering tot straf in te stellen.

Het onmiddellijk gevolg daarvan is dat het Openbaar Ministerie dan ook alleen bevoegd is om de rechtsvordering tot straf aan te vangen.

Ongetwijfeld wordt bij artikel 3 van voornoemde wet bepaald dat « de vordering tot vergoeding van schade, door een strafbaar feit berokkend, behoort aan degenen die onder deze schade geleden hebben ». Ongetwijfeld ook laat artikel 63 van het Wetboek van Strafvordering toe, aan eenieder, die zich benadeeld acht door een misdrijf of een misdrijf, een klacht in te dienen en zich burgerlijke partij te stellen voor den onderzoeksrechter.

Ongetwijfeld wordt, ten slotte, door deze teksten bevestigd dat de benadeelde partij het recht heeft om de openbare vordering uit te lokken, doch op voorwaarde zich burgerlijke partij te stellen en niet het herstel van de verstoring van de maatschappelijke orde na te streven, maar wel het herstel van een persoonlijke en rechtstreekse schade (Artt. 63 en volgende ; artt. 182 en volgende, 195 van het Wetboek van Strafvordering).

De rechtspraak bracht wel eenige verzachting aan dat strenge beginsel (Arresten van het Hof te Gent in zake de Sint-Hubert Club van 6 Maart 1912. *Pas.*, 1912, 2, 104 en 23 Februari 1921, *Belg. Jud.*, 1922, col. 403 ; Verbreking, 12 April 1921. *Pas.*, 1921, I, 319) ; aan de beroepsvereenigingen der jagers, opgericht volgens den bij de wet van 31 Maart 1898 bepaalden vorm, kent zij het recht toe in rechten op te treden door zich burgerlijke partij te stellen tegen degenen die in besloten tijd wild verkoopen, maar zij gaat tevens schuil achter de feitelijke — en daardoor oppermachtige — bewering dat het zakelijk, bestaande en dadelijk belang van de burgerlijke partij op het spel staat.

Bij het Fransche Hof van Verbreking vond die rechtspraak tot nog toe geen ingang.

Aan de beroepsvereenigingen van jagers, die de bestraffing van de inbreuken op de jachtwetten vervolgden, werd door de Fransche rechtbanken steeds geant-

woord : « Bewijs dat die patrijs, gedood door den wildstrooper dien gij vervolgt aan uwe vereeniging toebehoort, en dan zal ik uwe rechtsvordering ontvangen. » Het hoogste Gerechtshof waakte aldus over den eerbied voor het bestaande strafstelsel.

Nochtans is er wel iets te doen.

Het dient erkend dat de vereenigingen, opgericht met een vastomschreven doel, uitstekend toegerust zijn om de bijzondere strafbare feiten op te sporen. Zij zijn bijzonder bevoegd, niet alleen om bedoelde misdrijven op te sporen, maar eveneens om voor de rechtbanken ter terechtzitting den noodigen uitleg te verschaffen die dikwijls wegens zijn technischen aard zeer moeilijk is.

Het is derhalve begrijpelijk dat bedoelde vereenigingen een werkdadige hulp kunnen verleenē aan het Parket, zonder nochtans diens plaats in te nemen, wat beteekent dat er geen spraak kan zijn hun het recht toe te kennen iemand rechtstreeks voor een rechtsmacht ter terechtzitting te dagen.

Daarom schijnt de oplossing die zich opdringt te zijn : Aan de vereenigingen het recht te verleenē tusschenbeide te komen wanneer de rechtsvordering tot straf reeds ingesteld is; hun te verbieden rechtstreeks te dagvaarden en hun nochtans het recht te geven de vordering tot straf uit te lokken, doch alleen voor de rechtbanken in raadkamer. Inderdaad, door hun recht aldus te beperken, zijn de bovenbedoelde gevaren op een ernstige wijze verminderd. Lijkt de aanklacht niet gegrond, dan verleent de raadkamer een bevelschrift tot ontslag van rechtsvervolgē en alzoo is de rechtbaarheid vermeden, die uit een geding zou ontstaan. Het nadeel, door een ten onrechte vervolgd persoon geleden, zal niet aanzienlijk zijn. Het kwaad is alzoo merkelyk verzacht.

Nochtans, ten einde misbruiken te vermijden die zich zouden kunnen voordoen, om op te wegen tegen de bezwaren die uit het recht tot tusschenkomst of het recht tot het uitlokken der vordering tot straf voor de rechtbanken in raadkamer voortvloeien, leek het aan het bestendig Comité noodig voor de uitoefening van dit recht sommige voorwaarden te stellen :

1° Verplichting voor de vereeniging om ter griffie een bedrag neder te leggen dat bij het tarief in strafzaken van 1920 aan elke burgerlijke partij opgelegd wordt en noodig is om de kosten van de rechtspleging te bestrijden.

2° Mogelykheid om overeenkomstig het gemeen recht veroordeeld te worden tot schadevergoeding wegens het instellen van een roekelooze en krenkende vordering, eventualiteit die door elke burgerlijke partij kan opgelopen worden en dus ook zou bestaan voor de vereenigingen, die ten onrechte zouden gebruik maken van het recht dat het Bestendig Comité voorstelt hun te verleenē.

Bedoelde geldelijke sancties, getroffen tegen de abusieve uitoefening van het recht om tusschenbeide te komen of om de rechtsvordering tot straf uit te lokken, lijken toereikend te zijn, om in de praktijk de misbruiken te vermijden waarop wij hebben gewezen.

* .

Het bestendig Comité legt dus aan den Minister van Justitie het volgende wetsontwerp voor :

« EENIG ARTIKEL — De vereenigingen zonder winstgevend doel kunnen, ter vervolging van de strafbare feiten die met het doel waarom zij werden gesticht verband houden, bij de openbare rechtsvordering tusschenbeide komen, zonder te moeten doen blijken dat een of meer hunner leden rechtstreeks en persoonlyk benadeeld werden.

» Zij kunnen eveneens een klacht indienen en zich burgerlijke partij stellen voor bij den onderzoeksrechter, hetzij van de plaats van het misdrijf hetzij van de verblijfplaats van den beklaagde, hetzij van de plaats waar deze kan aangetroffen worden.

» Voor haar gelden de rechten en verplichtingen van elke burgerlijke partij.

» Deze bepaling wordt als artikel 26^{bis} ingevoegd in de wet van 27 Juni 1921, eerste titel. »

*
* * *

Het bestendig Comité meent aan den voorgestelden tekst de volgende commentaren te moeten toevoegen :

1^o Opdat de vereeniging of stichting kunne tusschenbeide komen of klacht indienen, is het niet vereischt dat zij doe blijken van een rechtstreeksche en persoonlijke schade aan een of meer harer leden berokkend. Het volstaat dat het te vervolgen strafbaar feit verband houdt met het doel waarom de vereeniging werd gesticht.

2^o De vereenigingen zijn niet verplicht de toewijzing van schadevergoeding aan te vragen en haar tusschenkomst kan niet verklaard worden niet ontvankelijk te zijn indien zij er zich bij bepalen het openbaar ministerie bij te staan zonder een geldelijke veroordeeling tegen den delinquent te eischen.

3^o De tusschenkomst geschiedt bij wijze van een zeer eenvoudige rechtspleging; geschiedt zij voor de rechtbanken in raadkamer, dan volstaat het dat, bij monde van haar wettelijke vertegenwoordigers, de vereeniging aan den onderzoeksrechter mededeelt dat zij wil tusschenbeide komen; van dat oogenblik af moeten alle berichten en beteekeningen, die aan een burgerlijke partij gezonden worden, haar eveneens toekomen. Geschiedt haar tusschenkomst ter terechtzitting, dan volstaat het dat de vereeniging nogmaals in den persoon van haar wettelijke gemachtigden verschijne, voor de rechtbank welke haar akte verleent van haar tusschenkomst.

4^o Het recht tot rechtstreeksche dagvaarding blijft aan de vereenigen ontnegd. Alleen krijgen zij een recht van aanklacht, en de raadkamer beslist afdoende over het al dan niet verzenden van den beklaagde voor de rechtbank ter terechtzitting.

Wanneer de vereeniging de rechtsvordering tot straf uitlokt voor de rechtbanken in raadkamer, n.l. door het indienen eener aanklacht, dan moet zij, overeenkomstig artikel 108 van het tarief in strafzaken, ten einde het bestrijden der kosten te verzekeren, het door den rechter bepaalde bedrag consigneren.

Brussel, 17 November 1925.

Het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving : Dejongh, voorzitter
De Haene, Dupriez, Marcq, Morelle, Resteau, Servais, leden ; Meyers, Dullaert, toegevoegde leden.



**CHAMBRE
des Représentants.**

**KAMER
der Volksvertegenwoordigers**

PROJET DE LOI

**sur l'intervention des associations
sans but lucratif dans la représen-
tation des infractions.**

WETSONTWERP

**betreffende het optreden van de
vereenigingen zonder winstge-
vend doel bij de bestrafing van
de misdrijven.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Minis-
tre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les associations sans but lucratif
peuvent, pour la poursuite des infrac-
tions se rattachant à l'objet de leur
institution, sans avoir à justifier d'un
préjudice direct et personnel à un ou
plusieurs de leurs membres, intervenir
dans l'action publique.

Elles peuvent aussi porter plainte
et se constituer partie civile devant le
juge d'instruction soit du lieu du délit,
soit du lieu de la résidence du pré-

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen naam bij de wetgevende
Kamers het wetsontwerp in te dienen
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De vereenigingen zonder winstge-
vend doel kunnen, ter vervolging van
de strafbare feiten die met het doel
waarom zij werden gesticht verband
houden, bij de openbare rechtsvorde-
ring tussenbeide komen, zonder te
moeten doen blijken dat een of meer
hunner leden rechtstreeks en persoon-
lijk benadeeld werden.

Zij kunnen eveneens een klacht in-
dienen en zich burgerlijke partij stel-
len voor bij den onderzoeksrechter,
hetzij van de plaats van het misdrijf,

venu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

Elles ont les droits et elles sont soumises aux obligations de toute partie civile.

Cette disposition³ est ajoutée à la loi du 27 juin 1921, titre premier, dont elle devient l'article 26^{bis}.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 1925.

hetzij van de verblijfplaats van den beklaagde, hetzij van de plaats waar deze kan aangetroffen worden.

Voor haar gelden de rechten en verplichtingen van elke burgerlijke partij.

Deze bepaling wordt als artikel 26^{bis} ingevoegd in de wet van 27 Juni 1921, eerste titel.

Gegeven te Brussel, den 30^{en} November 1925.

ALBERT,

Le Ministre de la Justice,

Paul TSCHOFFEN.

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,